

LA CONFIANCE DANS L'ACTION COLLECTIVE

AUTOUR DE
L'ENTERREMENT
D'EUROPACITY, AU
TRIANGLE DE GONESSE

STÉPHANE TONNELAT

Le compte rendu ethnographique de la cérémonie d'enterrement d'EuropaCity montre comment le Collectif pour le Triangle de Gonesse, une association dédiée à la protection de terres agricoles menacées par l'urbanisation, célèbre sa victoire contre ce grand projet de centre commercial et de loisirs en bordure de Paris. Les militants reviennent sur leurs actions qui s'appuient sur une forme de confiance, dans les personnes et dans certaines institutions comme la justice, dont les effets peuvent être puissants. Ces observations tendent à réhabiliter les moyens utilisés par les mobilisations dites non-violentes – manifestations, participation aux enquêtes et débat publics, contre-projet, mais aussi occupation et blocage de chantier –, à condition que les militants soient capables de discuter les idéaux qui les poussent et qu'ils déploient leurs actions simultanément dans plusieurs arènes complémentaires. C'est ainsi que la lutte contre EuropaCity multiplie les interventions sur le terrain contesté en l'occupant et en y jardinant, en y développant des activités symboliques et artistiques ; dans les médias, en promouvant sa lutte et son projet alternatif ; au tribunal, en multipliant les recours juridiques ; et dans l'espace public urbain, lors d'événements organisés à Paris. Lorsqu'elles sont bien coordonnées, ces actions nourrissent une forme de « libéralisme radical » – une notion élaborée à partir de la pensée de John Dewey – qui caractérise les mobilisations attachées à l'idée de démocratie en acte (*democracy in the making*).

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ETHNOGRAPHIE ; ARTIFICIALISATION ; TERRES AGRICOLES ; MOBILISATION ; CONFIANCE.

* Stéphane Tonnelat est chargé de recherche au CNRS au laboratoire UMR LAVUE à l'Université Paris-Nanterre [stephane.tonnelat@cnrs.fr].

Les associations locales qui luttent pour la protection de l'environnement passent souvent auprès de militants plus revendicatifs pour des regroupements de naïfs rêveurs, mal équipés face aux menaces portées par les industries, apparemment toujours soutenues par le gouvernement et ses administrations (Pruvost, 2019). Pourtant, certaines luttes réussissent à stopper des projets qualifiés de Grands Projets Inutiles et Imposés sans recours à la violence. L'exemple du Collectif pour le Triangle de Gonesse (ci-après le Collectif ou CPTG), tombeur en 2019 du mégaprojet de centre commercial et de loisirs EuropaCity, dans les terres agricoles de la périphérie parisienne, est intéressant pour comprendre les ressorts de la puissance que peuvent développer malgré tout ces petites associations sans grands moyens¹.

Dans cet article, je voudrais montrer comment les actions menées par le Collectif s'appuient sur une forme de confiance dans les personnes et dans les institutions, dont les effets peuvent être puissants. Ces observations tendent à réhabiliter les moyens utilisés par les mobilisations dites non violentes, à condition qu'elles déploient leurs actions simultanément dans plusieurs arènes complémentaires. À chaque action, c'est un type de problématisation et de publicisation qui se met en place, auquel est attachée une configuration d'acteurs, et un type de public qui va agir en conséquence (Cefaï & Terzi, 2012). Lorsqu'ils sont coordonnés, ces moyens mènent à une forme de libéralisme radical² exemplaire pour les mobilisations attachées à l'idée de démocratie en acte.

L'ENTERREMENT D'EUROPACITY : UNE VICTOIRE ET UN MOMENT RÉFLEXIF DANS LA LUTTE

Le temps est maussade, humide et froid. C'est la première « Zadimanche » depuis l'annonce, il y a dix jours, le 8 novembre 2019, de l'abandon du mégaprojet de centre commercial et de loisir EuropaCity par la ministre de l'écologie Élisabeth Borne, à sa sortie

du troisième conseil de défense écologique de la présidence Macron. Pour les militants rassemblés sur le petit terrain, au milieu des terres agricoles du Triangle de Gonesse, dans lequel nous nous retrouvons depuis 2017 pour les défendre contre la bétonisation, c'est l'occasion d'un retour sur ce qui a mené à cette victoire. Nous sommes une quarantaine à nous réchauffer autour d'un feu de planchettes, de champagne servi dans des verres en plastique et d'une petite fosse creusée pour la tombe d'EuropaCity.

À midi, vers la fin de la pause déjeuner improvisée sous le barnum blanc où chacun·e dépose ce qu'il ou elle a apporté sur une table pliante, Bernard Loup, le président du Collectif, reconnaissable à sa grande silhouette couverte de la casquette aux couleurs verte, jaune et blanche de la lutte, est le premier à prendre la parole. Sa voix éraillée de septuagénaire grésille dans le petit mégaphone. Le café chaud qu'il a apporté dans son thermos, comme à chaque fois, nous réchauffe les mains à travers les écocup « Alternatiba Gonesse 2014 », comme un rappel de l'ancienneté de la lutte. Il remercie alors successivement plusieurs personnes et groupes de soutien qui ont mené à la victoire. Ce discours de quelques minutes, ainsi que les débats qui le suivent, sont, pour l'ethnographe, une occasion rare d'accéder, dans un espace-temps réduit, à un moment réflexif collectif de ces militants environnementalistes mobilisés depuis une dizaine d'années contre le projet Europacity.

Dans cet article, je présente une version commentée de ce discours et de ses à-côtés, en montrant comment il décline une partie du répertoire des moyens d'action et exprime des valeurs centrales (Dewey, 1939/2011) de la mobilisation, comme l'enquête, l'intelligence collective et le respect du vivant, organisées autour du concept de confiance. Je propose ainsi la description d'une « scène ethnographique » menant au sens que les militants mettent dans leur engagement (Emerson, Fretz & Shaw, 1995/2010). Nous parlerons successivement d'enquête, de projet alternatif, de recours en justice, d'occupation et d'action artistique, et nous verrons comment ces actions

éclaircent des facettes complémentaires de la confiance : cognitive et normative, interpersonnelle et institutionnelle, consciente et irréflechie. Toutes ces actions mises ensemble dessinent une forme de mobilisation que je qualifie de *libéralisme radical*. Dans la perspective de ce dernier, les institutions politiques et administratives se doivent d'agir de façon plus démocratique, au sens de Dewey – plus participative et plus innovante, plus fondée sur l'enquête et l'expérimentation collectives –, mais aussi plus radicale au sens où elles devraient être capables de prendre en compte des revendications de changement paradigmatique de leur action, ici l'aménagement du territoire.

Outre, cette scène, l'analyse s'appuie sur un terrain ethnographique de quatre ans au sein du Collectif, qui m'a amené à participer à des dizaines d'événements qui ont décliné tout un répertoire d'actions collectives non-violentes (Tilly, 1984). Suivant une méthode de description ethnographique inspirée de l'analyse de l'action située (Mills, 1940 ; Goffman, 1964 ; Quirós, 2016), je présente les paroles et les gestes comme des actions significatives, inscrites dans un contexte local et plus général. Cela me mène à introduire progressivement de nouveaux éléments de contexte absents des situations de coprésence et néanmoins cruciaux pour comprendre ce qui s'y passe. Je ne donne donc qu'un petit nombre d'éléments d'histoire et de géographie en introduction, parce que je souhaite plutôt accompagner l'expérience des acteurs et leur façon de cadrer des situations de coprésence. Cet accompagnement est facilité par la place qui m'est accordée. Ma présence au sein du Collectif en tant que chercheur engagé (Broqua, 2009) – au sens où je suis directement impliqué dans la mobilisation, en ai une expérience de première main et en partage un certain nombre de valeurs et d'objectifs – a été immédiatement acceptée. Cet accueil est en soi révélateur d'une aspiration non seulement à faire connaître les revendications, mais aussi à faire reconnaître des moyens d'action conçus comme légitimes. On m'a ainsi laissé prendre des notes dans toutes les situations et enregistrer des débats sans que cela ne pose problème, première attestation heuristique de la confiance accordée par le Collectif au chercheur, fondée

sur la conviction que la lutte gagne à être connue et rendue publique. Les citations sont toutes tirées de notes prises ou enregistrées sur place. Les situations notées après coup ne sont pas restituées sous la forme de dialogue pour ne pas distordre les paroles des membres.

LA MOBILISATION DU TRIANGLE DE GONESSE : UNE LUTTE CITOYENNE QUI DURE

Le nom « Triangle de Gonesse » désigne un espace de 670 hectares de terres cultivées aux portes de l'agglomération parisienne. Sa forme est délimitée par l'autoroute A1 à l'est et la départementale 317, une autre voie rapide, à l'ouest (figure 1). Ainsi découpé, ce périmètre est resté agricole alors que les terres alentour se sont urbanisées au cours des cinquante dernières années. Une raison en est qu'il est bordé par deux aéroports, Roissy-Charles-de-Gaulle et Le Bourget : les avions survolent le site toutes les minutes environ en journée (toutes les quatre minutes entre minuit et 5 heures du matin). Les plans d'exposition au bruit interdisent tout habitat, expliquant la conservation de ce havre agricole entre autoroutes, zones logistiques et commerciales.



Figure 1. Le Triangle de Gonesse à 15 km du centre de Paris. © CARMA.

Malgré le lobbying politique des militants, le Schéma directeur de la Région Île-de-France, établi en 2008 et révisé en 2013, autorise l'urbanisation de la moitié sud du Triangle, à condition que le site soit desservi par une ligne de transport. En 2010, le groupe Auchan réussit à obtenir un projet de gare du Grand Paris Express, en déviant le tracé de la future ligne 17 nord, afin d'y construire EuropaCity. Ce projet, porté par sa filiale immobilière Ceetrus (ex-Immochan), devait combiner le plus grand centre commercial d'Europe (500 boutiques) avec des parcs de loisirs hyperconnectés, dont un centre aquatique et une piste de ski, selon la théorie du « marketing expérientiel » (Carù & Cova, 2015). Il devait occuper 80 des 280 ha d'une zone d'aménagement concertée (ZAC), planifiée par l'opérateur public Grand Paris Aménagement, qui prévoyait aussi un ensemble de 800 000 m² de bureaux. Ainsi, dans l'ensemble, près de la moitié des terres agricoles du Triangle de Gonesse auraient été urbanisées.

Pour les pouvoirs publics, ainsi que pour le maire de Gonesse, la promesse de 10 000 emplois faite par le groupe Auchan justifie le sacrifice des terres agricoles. On ne refuse pas un investissement privé de trois milliards d'euros, se plaisent-ils à répéter. À l'inverse, pour les militants environnementalistes, ces promesses sont non seulement creuses, dans la mesure où les villes alentour sont déjà suréquipées en centres commerciaux, mais dangereuses, car elles promeuvent un mode de consommation effréné qui détruit les ressources essentielles comme les terres agricoles fertiles qui ont nourri la capitale depuis des siècles. Le Collectif, formé pour s'opposer au projet dès son annonce en 2010, rassemble des associations du territoire comme France Nature Environnement IDF, les Amis de la Terre Val d'Oise, le Mouvement National de Lutte Pour L'Environnement 93, ainsi que des personnes individuelles. L'association compte environ 200 membres, dont une vingtaine siège au conseil d'administration qui se retrouve tous les mois, dans une salle municipale de Villiers-le-Bel, ville voisine de Gonesse, dont le maire interdit l'accès à ses équipements. Le Collectif s'appuie aussi sur un réseau de soutien, appelé la convergence, qui se réunit une fois par mois à Paris. Enfin, depuis 2017, le

groupe se retrouve un dimanche sur deux, pour des « zadimanches », au milieu des terres menacées, dans le petit terrain prêté par un agriculteur neutre où nous sommes aujourd'hui. Les autres exploitants agricoles n'habitent pas à proximité et, comme la chambre d'agriculture, ils soutiennent le projet d'urbanisation car ils bénéficient de fortes indemnités d'expropriation et d'éviction (Tonnelat, 2022).

Pour arriver à la victoire, l'action du Collectif s'est appuyée sur plusieurs moyens complémentaires au fil des ans : des manifestations et des fêtes à Gonesse et à Paris rassemblant souvent plus de 1 000 personnes, le *lobbying* auprès des élus, la communication, la participation à un débat public et aux enquêtes publiques précédant les déclarations d'urbanisme, les recours en justice et l'élaboration d'un projet alternatif. En 2019, peu avant l'abandon du projet, le Collectif a ajouté à son répertoire des actions de désobéissance civile, comme le blocage temporaire de chantier ou l'occupation du hall de la Société du Grand Paris, chargée de construire le futur métro. Cette stratégie s'est révélée payante. Les grands médias se sont montrés bien disposés vis-à-vis de cette cause, relayée par ailleurs par d'autres initiatives comme la Convention citoyenne pour le climat, qui recommande un moratoire sur l'artificialisation des terres agricoles. En 2019, après 9 ans de mobilisation, le projet EuropaCity est devenu un symbole national de l'artificialisation des terres par la grande distribution et le gouvernement a finalement jeté l'éponge. On a donc ici un cas de processus de publicisation réussi d'un problème public (Terzi & Tonnelat, 2017), dans lequel les citoyens ont réussi à faire entendre raison aux pouvoirs publics.

La mobilisation n'est cependant pas terminée, puisque dans la même annonce d'abandon du projet, la ministre de la Transition écologique a assuré que la ligne de métro qui devait le desservir devrait malgré tout être construite. À quoi sert une station de métro dans les champs, si ce n'est à urbaniser, se disent les militants ? On découvre alors ce que l'on savait déjà : que la lutte n'était pas seulement dirigée contre EuropaCity, mais aussi contre l'artificialisation des terres

agricoles. L'objectif concret de prévenir l'émergence de ce complexe de consommation aux portes de Paris est tendu vers un autre objectif, plus englobant, celui de préserver une agriculture de proximité, lequel est habité par un idéal moral et politique de cité écologique. La cérémonie d'enterrement d'EuropaCity acte la victoire contre le centre commercial et ouvre une nouvelle étape de la lutte. Les prises de parole ont ainsi une visée à la fois réflexive, récapitulative et prospective d'un moment charnière pour la mobilisation.

LES REMERCIEMENTS DE BERNARD AUX ABSENTS : RETOUR SUR LES MOYENS D'ACTION

Ce dimanche midi, alors que la brume se lève et qu'un coin de ciel bleu pointe en direction de Paris, les militants se rassemblent en cercle autour du feu pour participer aux prises de paroles rituelles lors des zadimanches. Il y a là une vingtaine de personnes, parmi les plus impliquées, celles que l'on retrouve dans toutes les actions, mois après mois, plus quelques têtes moins habituelles. Certaines sont assises sur des bouts de bois récupérés, mais la plupart restent debout, en cercle. Bernard est le premier à parler dans le petit mégaphone. Il est attendu, car c'est sa première expression publique depuis l'annonce de l'abandon d'EuropaCity, le projet dont il est devenu l'opposant iconique. Va-t-il fêter la victoire ou continuer la lutte ? Entre militants, par courriel et par téléphone, la question de savoir s'il faut crier victoire a été vivement débattue. D'un côté, cet abandon a quelque chose d'historique : nous avons défait le groupe Auchan et le gouvernement. De l'autre, les terres ne sont pas encore sauvées. En criant victoire, ne risquons-nous pas de perdre le soutien populaire en laissant croire que la lutte est finie ? La bataille était-elle contre EuropaCity ou pour autre chose plus difficile encore à obtenir ? S'agit-il de sauver les terres agricoles ou d'autre chose encore ?

Bernard entame son discours par un hommage à quelques absents qui ont joué un rôle important dans l'obtention de l'abandon. Il marque ainsi une étape dans la lutte, sans utiliser le mot de « victoire ».

Bonjour à toutes et à tous, merci d'être là. Il y en a beaucoup qui se sont excusés et qui ne pouvaient pas venir. Je voulais quand même en citer trois. Je pense d'abord à Jacqueline Lorthiois qui ne peut pas être là, compte tenu de son handicap et qui nous a, par ses compétences et ses connaissances, appris énormément de choses qui nous ont permis de combattre les faux propos, les fausses idées et les faux arguments qu'avaient ceux qui, depuis des dizaines d'années, veulent urbaniser le triangle de Gonesse. Sur différents aspects, aussi bien les questions d'emploi, les politiques d'aménagement, que les questions de transport. Elle n'est pas avec nous, mais elle détourne son handicap de façon tout à fait exceptionnelle. C'est dommage qu'elle n'ait pas le plaisir d'être là. Mais on lui a envoyé une photo et je crois qu'elle est un peu avec nous.

À travers cet hommage, Bernard pointe l'enquête comme le premier et principal moyen mis en œuvre par les militants pour gagner la lutte. Jacqueline Lorthiois est une urbaniste et économiste qui a longtemps travaillé dans les cabinets ministériels et qui, depuis qu'elle a pris sa retraite, s'est mise à son compte. Handicapée par une scoliose grave qui la plie en deux et lui coupe le souffle, elle travaille de chez elle à Cergy. Son hyperactivité intellectuelle, par où elle dit compenser son absence aux manifestations sur le terrain, est devenue exemplaire du sérieux des arguments du CPTG, à la fois dans les présentations qui sont faites par ses membres aux nouveaux venus, mais aussi aux journalistes et aux médias, et dans les enquêtes publiques et le dialogue avec les institutions. Ses enquêtes quantitatives ont la force de transformer l'évaluation de la situation locale, de déceler les failles dans l'argumentaire du projet de développement et de faire apparaître que d'autres solutions sont possibles (Dewey, 1927/2010).

Jacqueline a, par exemple, montré que la ville de Gonesse (20 000 hab.) avait accueilli de nombreux emplois pendant les mandatures successives du maire Jean-Pierre Blazy, premier soutien d'EuropaCity, mais qu'ils n'avaient pas bénéficié aux habitants de sa ville à cause d'un déficit de formation. Les emplois promis par EuropaCity auraient appartenu à des métiers en tension, d'agent et hôtesse d'accueil, de logistique ou de gardiennage, pour lesquels les employeurs auraient été obligés de recruter jusqu'à 50 kilomètres à la ronde, comme le fait déjà l'aéroport de Roissy CDG. Vu la présence de plusieurs grands centres commerciaux à proximité, elle a aussi montré que de nombreux emplois supposément créés seraient en fait contrebalancés par des suppressions dans les commerces avoisinants. Les emplois promis seraient alors simplement déplacés, mais pas créés. Elle a aussi montré que la future gare du métro, construite dans les champs à 1,7 km des premières habitations, ne serait pas utile aux habitants pour aller à Roissy ou Paris et qu'elle allait plutôt les mettre en compétition avec d'autres travailleurs qui prendraient le métro pour venir travailler dans la nouvelle zone d'aménagement (Lorthiois, 2021).

L'enquête pour trouver les bons arguments et avancer dans la critique du projet EuropaCity et sa ZAC est centrale pour le CPTG. C'est grâce à elle que le groupe éclaire le trouble qui l'habite à la découverte du projet et suspend la confiance qu'il avait pu avoir dans les aménageurs en démontrant la fausseté de leurs arguments (Terzi & Tonnelat, 2017). C'est aussi grâce à elle qu'il se convainc de la justesse de sa cause, qu'il présente comme telle à toutes les personnes rencontrées : ses enquêtes sont de véritables armes de persuasion massive. Elles renforcent la confiance des militants dans leurs engagements réciproques, leur donnent l'énergie de continuer la lutte et les rendent capables de défendre publiquement leur point de vue, comme ils l'ont fait lors du débat public de 2016, organisé à reculons par les promoteurs, en raison du montant important de l'investissement prévu. Évidemment, Jacqueline n'est pas seule dans l'enquête : elle est un chaînon crucial dans des réseaux d'intelligence

collective auxquels elle apporte sa contribution spécialisée. Elle produit du savoir de contre-expertise et donne au Collectif une assurance forte : c'est ce que l'on pourrait appeler une forme de confiance en soi, ou plutôt, collective, dans le « nous » du Collectif.

Bernard continue ensuite ses remerciements en parlant du projet alternatif :

Robert Spizzichino qui est quand même le président de CARMA et fait tout l'aspect du projet alternatif et qui là nous donne une longueur d'avance. Ceux qui voulaient bétonner, ben ils n'ont pas de projet, et ça nous donne quand même une bonne longueur d'avance dans la mission qui a été confiée à Francis Rol-Tanguy.

Par cette phrase, Bernard ajoute aux arguments « contre », apportés par Jacqueline, des arguments « pour ». Suite à l'abandon d'Europa-City, ils prennent une nouvelle importance pour la mobilisation en dessinant un projet à défendre auprès du préfet Rol-Tanguy, haut fonctionnaire mandaté par le gouvernement pour revoir le projet. Appelé CARMA (Coopération pour une ambition agricole, rurale et métropolitaine d'avenir), le projet alternatif conteste l'urbanisation et propose une nouvelle agriculture bio tournée vers la ville et respectueuse de l'environnement (Le Roy, 2019). Il a été conçu par un groupe d'urbanistes, architectes et agronomes distinct du Collectif, mené par Robert, absent ce jour. C'est un urbaniste à la retraite qui, à la faveur de sa cessation d'activité professionnelle, est devenu écologiste. Habitué des réunions techniques et des rapports de pouvoir, il est assez directif et a souvent du mal à gagner la confiance des militants. C'est pourquoi Bernard dit qu'il est « quand même » le président de CARMA. Jusqu'à l'abandon du projet EuropaCity, le projet CARMA a surtout servi de contre-modèle au centre commercial et de loisir, opposant la production agricole à la consommation des terres et des marchandises. Il permettait de montrer que les militants ne sont pas des gens qui disent non à tout et qu'ils sont aussi prêts à penser en termes de projet. Aujourd'hui, cependant, le projet CARMA acquiert

un nouveau statut de projet en soi. Il fait passer le Collectif de l'opposition à la proposition. Pourtant, le projet est encore très flou pour les membres et sympathisants du Collectif présents. Nous verrons dans les discussions à suivre que cela pose à nouveau la question de la confiance qui lie le groupe.

Bernard évoque ensuite un troisième moyen d'action : « Et aussi autour d'Étienne, le groupe juridique qui a permis de marquer des points. » Étienne est l'avocat principal du Collectif. Il a rassemblé autour de lui un groupe d'avocats, juristes et spécialistes du territoire. Cette courte phrase mentionne l'énorme travail accompli par ce « groupe juridique » pour porter des recours en justice qui ont beaucoup ralenti le projet d'aménagement (Tonnelat, 2022) et ont fait connaître la lutte aux médias, lui donnant ainsi un statut de controverse publique. Nous reviendrons dessus.

Enfin, Bernard termine ses remerciements par des soutiens émanant de cercles de concernement (Véniat, 2019) plus lointains :

Au-delà, on sait qu'on a été soutenus de plus loin et je voudrais vous lire le message qu'on a reçu de Notre-Dame des Landes. « La coordination des organisations soutenant le projet de la ZAD de Notre Dame des Landes, réunie ce jour, a appris avec grand plaisir l'annonce faite par l'Élysée de l'abandon du projet de mégacentre de loisirs et commercial EuropaCity. Nous nous réjouissons avec vous tous et toutes, les militantes et les militants du Collectif pour le triangle de Gonesse, qui avez œuvré depuis des années pour mettre une fin à ce grand projet inutile et à ses conséquences sur l'artificialisation des terres agricoles qu'aurait entraînée le projet, ainsi qu'à l'étalement urbain qu'il aurait poursuivi. Nous sommes bien sûr conscients que cette victoire n'est qu'un premier pas. À l'heure des combats pour le climat et pour une autre société, l'urbanisation du triangle de Gonesse est une aberration. La préservation des terres agricoles au nord de Paris et ailleurs est essentielle. Nous saluons

votre détermination et vous assurons de toute notre solidarité. Les organisations de la coordination. » D'autres organisations, comme la Fédération des terres pas d'hyper, nous ont écrit aussi. On leur a répondu en disant que c'est eux qui nous ont montré la voie et je pense que la lutte qu'ils ont menée nous a beaucoup servis. (*Applaudissements*).

Cette dernière partie des remerciements précise quelque chose de fondamental pour cette lutte et qui, à mon sens, la rend exemplaire : le CPTG se place autant dans l'héritage de mobilisations legalistes, comme celles menées par des associations de quartier ou des ONG comme France Nature Environnement, que dans celui des ZADs, plus marqué par une défiance envers les institutions et le recours à des actions illégales (Bulle, 2020). Bernard ne le mentionne pas, mais le Collectif a été l'invité d'honneur d'un festival de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, et il a pratiqué à quelques occasions la désobéissance civile, comme évoqué précédemment, sous la forme d'un blocage de chantier et d'une occupation du hall de la Société du Grand Paris, chargée de construire la ligne de métro qui doit urbaniser les terres agricoles du Triangle. Ce double positionnement, à la fois legaliste et contestataire, prêt à se battre sur le terrain du droit tout comme à recourir à la désobéissance civile, mais non-violente, n'est pas évident à tenir, comme le dit Bernard pour conclure ses remerciements :

Il faut quand même être conscient que parmi les grands projets inutiles, c'est quand même la première fois où on voit l'issue positive du projet sans qu'on soit obligé de passer par la phase d'affrontement avec la police. Dans tous les grands projets inutiles comme Notre-Dame-des-Landes, Sivens et d'autres, il y a régulièrement affrontement avec la police. Est-ce que c'est quelque chose qui va devenir une règle et un fonctionnement démocratique plus satisfaisant ou est-ce que c'est une exception qui est liée à EuropaCity ? Je n'en sais rien, mais en tous les cas, jusqu'à maintenant on l'a évité et on craignait fort qu'avec les

travaux de la gare on rentre dans cette phase qu'on a connue dans les différents grands projets inutiles qui ont été abandonnés. Je pense sincèrement que cette phase-là, on va l'éviter et je pense que personne ici ne regrettera d'avoir évité cette phase d'affrontement avec la police.

Pour citer un texte de John Dewey, « Autorité et résistance au changement social » (1936/2019), on pourrait dire que le CPTG est un mouvement qui à la fois conteste et reconnaît l'autorité de l'État. Il revendique un pouvoir d'action et d'innovation, fondé sur la reconnaissance des libertés individuelles et collectives par le public, le gouvernement et les institutions. Or, comme le rappelle Dewey dans une rapide fresque historique, ces valeurs, autorité d'un côté et liberté de l'autre, sont le plus souvent présentées comme antithétiques. Pour Dewey, il faut dépasser cette opposition stérile et même dangereuse. Selon lui, la méthode est celle de l'enquête scientifique, caractérisée par une intelligence collective et coopérative des citoyens. Seule cette intelligence serait capable de concilier autorité et liberté en concevant des institutions capables d'entendre les revendications de leurs administrés. Comme l'admet Dewey, ce n'est pas une tâche aisée tant les administrations ont tendance à devenir rétives à tout changement au fil de leur longue carrière. Mais le succès contre EuropaCity montre qu'il est possible, au prix d'efforts soutenus pendant presque dix ans. De quelle nature sont-ils ?

Thibaud, un trentenaire ancien employé syndicaliste en reconversion dans l'éducation populaire a des idées sur ce qui a facilité la lutte. Voici ce qu'il déclare à l'assemblée ce jour-là suite au discours d'ouverture de Bernard :

On a aussi des retours de gens qui nous ont dit, le Collectif de Gonesse c'est chouette, parce que, quand on vient avec vous, en fait, c'est ouvert, n'importe qui peut venir. Si on peut venir qu'une heure, on vient une heure, si on peut pas, on repart. Pour moi, il y a quatre choses symboliques dans cette lutte : la première, c'est se

faire confiance, je l'ai souvent dit et je remercie le Collectif pour le triangle de Gonesse d'avoir fait confiance. Moi je suis arrivé avec un groupe d'éducation populaire qui était plutôt en début de cortège de tête et habillé en noir et on nous a fait confiance, donc merci encore une fois, merci de votre confiance. Mettre les égos de côté, je pense que c'est très important. Aussi mettre les étiquettes de côté. Et on a une lutte aujourd'hui où on a plein de gens qui sont venus ici, peu importe leur couleur politique, et ça aussi je tenais à le souligner parce que c'est possible, oui, d'avoir plein de gens complètement différents. Des gens qui ont parfois des idées qui sont complètement à l'opposé de certaines autres et c'est assez fort de pouvoir faire ça. Et la dernière chose, qui est assez importante aussi, c'est le « veillons les uns sur les autres ». Je pense qu'on arrive à le faire sur cette lutte. Comme je le dis souvent, on est dans de l'humain, et l'humain il est fragile.

On entend ici qu'une des forces de la mobilisation serait l'accueil confiant et bienveillant de personnes issues de divers horizons militants à la condition qu'elles se gardent de prosélytisme ou d'ambitions personnelles.

LE RECRUTEMENT À LA CONFIANCE, CIMENT DU COLLECTIF

La confiance fonctionne surtout entre individus dans des relations interpersonnelles. Comme le dit Thibaud, « le Collectif » lui a fait confiance. Il a proposé des initiatives, comme l'animation des « zadi-manches », qu'on l'a encouragé à mener et pour lesquelles il a été reconnu. Cette remarque insiste sur la dimension normative de la confiance que Louis Quéré a beaucoup défendue. J'aime penser que le Collectif recrute à la confiance. C'est-à-dire qu'en faisant a priori confiance aux personnes qui se montrent intéressées par la cause, il reconnaît son besoin d'aide, se dévoile et leur transmet une obligation morale envers laquelle elles se sentent redevables (Simmel, 1908/1999 : 382 ; repris par Quéré, 2017). De ce point de vue, la confiance oblige, au

moins les personnes qui y sont sensibles. C'est une sorte de pari performatif, comme dit Niklas Luhmann (2006)³. C'est aussi une forme de reconnaissance (Quéré, 2011). Thibaud a trouvé une place dans le Collectif et, si sa carrière militante (Agrikoliansky, 2001) le rend plutôt défiant des institutions comme la justice ou la participation à une enquête publique, il a choisi de respecter ces modes d'action, tout en enrichissant le répertoire du Collectif par de la désobéissance. Il est vrai qu'une forme de retenue critique forte s'exerce dans le Collectif qui a du mal à tolérer les avis catégoriques et non argumentés. Pour les théoriciens de la confiance comme Quéré (2001), la confiance a d'abord une dimension cognitive. Elle a quelque chose à voir avec les limites de l'enquête : jusqu'à quel point doit-on savoir quelque chose avant de pouvoir faire confiance ? Dans ce cas, la confiance que les militants ont les uns dans les autres est liée à l'enquête qu'ils mènent pour renforcer et défendre leurs opinions. Cela ne signifie pas qu'ils soient complètement sûrs de tous leurs arguments. Loin de se croire infaillibles, ils savent la part d'incertitude qui est le propre du type de politique à mener, dont tous les paramètres sont impossibles à maîtriser et qui peut se transformer rapidement dans le temps. Mais ils font le pari, dans la confrontation aux expertises qu'ils combattent, qu'ils sont malgré tout les plus raisonnables pour le futur du triangle de Gonesse. Ils s'appuient pour cela sur des raisonnements rationnels qu'ils opposent à ce qu'ils montrent et démontrent être des contrevérités dans la bouche des promoteurs et des élus. Ils s'accordent ainsi pour valoriser l'enquête logique et la discussion publique, aussi factuelle et rationnelle que possible (Dewey, 1938/1967). Et, de fait, cette valeur vaut aussi pour les discussions internes au Collectif, dans lequel les décisions sont prises au consensus informel. Cela signifie que les propositions d'action sont acceptées tant qu'aucun argument ne convainc l'assemblée du contraire et que des membres se portent volontaires pour les mener à bien. On pourrait ainsi parler d'une confiance a priori, une attitude pratique pour laquelle, à vrai dire le risque est faible, puisqu'à l'inverse de la confiance nécessaire aux sociétés secrètes, discutée par Simmel (1999), il n'y a ici rien à cacher. Autrement dit, la confiance au sein

du Collectif ne s'oppose pas à la méfiance (Quéré, 2017), comme cela peut-être le cas dans d'autres mobilisations qualifiées d'autonomes (Allavena, 2020), mais plutôt à l'indifférence. Celles et ceux qui ne se sentent pas convaincus par la cause et qui ne ressentent pas l'aiguillon moral de l'engagement risquent de ne pas revenir. Il n'empêche que, tout comme pour les sociétés secrètes de Simmel, cette confiance n'est pas fondée sur une enquête sur les nouvelles recrues. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle est efficace : en écartant le soupçon et en reconnaissant d'emblée la valeur de l'engagement potentiel d'une personne, elle se traduit par une confiance en soi qui l'engage à agir à hauteur des attentes. La confiance est ainsi une attitude pratique dotée d'une certaine logique naturelle. En l'occurrence, il paraît efficace de montrer de la « foi dans les personnes » (Simmel, 1999), sans pour autant que cette attitude n'ait de dimension religieuse. C'est une dimension « irréfléchie » (Quéré, 2017) de la confiance qui paraît pourtant relativement rationnelle.

Par ailleurs, la confiance a des effets performatifs. Elle est liée à l'entraide qu'elle renforce et qui la nourrit en retour (Tov & Diener, 2009 ; Servigne & Chapelle, 2019 : 170). Les membres du Collectif sont le plus souvent prêts à donner un coup de main aux nouveaux et nouvelles venu-e-s qui ont besoin d'aide pour mener une action, comme cela s'est produit ce matin même pour creuser la tombe d'Europa-City, monter le barnum et organiser l'événement, ou tout simplement pour aider un-e membre dans le besoin. C'est peut-être ce qu'il veut dire par « veillons les uns sur les autres ». Quant aux autres personnes, celles qui ne répondent pas à cette confiance, ou en abusent, l'expérience montre qu'elles ne restent pas longtemps. C'est que cette confiance est avant tout désintéressée. Personne n'y a d'intérêt personnel autre que l'avancement de la cause présentée d'emblée comme d'intérêt général. C'est peut-être ce que Thibaud veut dire par « laisser les égos de côté » et « laisser les étiquettes de côté ». Pas de place pour les intérêts de partis ou de syndicats, ou pour les petits narcissismes individuels⁴. La récompense existe ailleurs, dans le plaisir d'avancer ensemble dans la bonne direction.

On pourrait ainsi dire que la confiance est à la fois un moyen, comme nous l'explique Thibaud, et une fin, comme nous le laisse comprendre le mode d'action qui consiste à vouloir faire entendre raison aux institutions. Le but n'est-il pas d'obtenir des institutions plus démocratiques, c'est-à-dire auquel on puisse faire confiance ?

LES LIMITES DE LA CONFIANCE

Le problème, en ce jour de victoire, est justement de définir une nouvelle bonne direction. Maintenant que l'hydre de la consommation a été défaite, pourquoi continuer à se mobiliser ?

La discussion qui suit sur le projet CARMA porte justement là-dessus. Le président de l'association qui porte le projet n'est pas présent aujourd'hui, mais deux plus jeunes membres de ce groupe sont là pour en parler. Pierre est un jeune agronome, tout juste diplômé, en recherche de projet professionnel et trésorier de l'association CARMA. Comme ce groupe est distinct du CPTG et des militants sympathisants et se réunit la plupart du temps à Paris, il se lève pour expliciter le projet. L'enjeu est de convaincre et de susciter l'adhésion des personnes présentes :

Apparemment, il y a eu pas mal de protestations pour dire que CARMA, c'était un peu flou et qu'on ne savait pas trop vers quoi ça allait et pourquoi on disait aveuglément : « Oui au projet CARMA », ce qui est légitime en soi. Alors, un peu d'historique. Le projet CARMA est apparu en 2016 [en réponse à] un appel à projets [Inventons la métropole du Grand Paris]. Que dit-il ? « On n'artificialise rien, on utilise le mitage urbain autour et on privilégie de faire de la production sur le Triangle ». Ça a été reconnu par le jury comme la proposition la plus originale [...]. Donc c'est production, transformation, récupération des déchets et valorisation. Ça permet de boucler le cycle. L'association CARMA est un groupement avec des ingénieurs, des responsables d'association de défense de l'environnement, des paysagistes, des

architectes [...] L'association essaie de développer la vision d'une ceinture maraîchère sur tout le nord de Paris qui irait de Roissy à Montmorency et qui créerait cette interface vivrière pour la ville de Paris. Donc voilà, CARMA, pour l'instant c'est un grand fantasme : le fantasme d'aménager le Triangle de Gonesse en mettant des agriculteurs qui feraient du maraîchage, de l'agroforesterie, de la permaculture, sans qu'on ait le découpage aux parcelles près ou qu'on sache quels seront les agriculteurs ou même comment on obtient les terres. Mais c'est surtout le travail de lobbying pour un changement des pratiques d'agriculture et des pratiques d'urbanisme pour mettre en place cette ceinture vivrière. Donc voilà, j'espère que c'est un peu plus clair. Si vous avez des questions, allez-y !

La première question, posée par un homme aux cheveux blancs porte sur l'emploi, dont on a vu que c'était le principal argument des promoteurs du projet d'urbanisation :

Est-ce que ce projet CARMA qui est super, et j'espère qu'il prendra vraiment corps à Gonesse, est-ce que vous allez l'approfondir de manière à avoir des arguments par rapport à tous ceux qui vont vous dire que c'est pas bon pour l'emploi, etc. ?

Pierre : La question de l'emploi est un sujet un peu *touchy* (délicat). On sait que l'agriculture n'est pas forcément le plus gros vivier d'emplois. Il y a des manques dans la formation et des problèmes dans la transmission des terres qui font que c'est très lent. Des documents produits par la Commission Européenne montrent que sur les éco-activités – j'aimerais bien que Carine puisse en parler car elle a bien potassé le sujet – toutes ces éco-activités peuvent faire émerger beaucoup d'emplois sur ces villes qui se structureraient à partir de la production agricole, mais aussi la gestion de l'eau, l'écotourisme, enfin, tout un panel de métiers qui existent et sont à inventer. Mais c'est très compliqué de faire un chiffre, parce que c'est déjà un pourcentage très faible du taux d'emploi en France, entre 1,5 et 3 % à peine, et on

n'a pas de capacité de modélisation pour estimer ce chiffre. On peut faire des avances au doigt mouillé, comme a fait EuropaCity, mais ça ferait pas avancer. C'est un sujet compliqué sur la bataille des arguments.

L'homme : Mardi, il y a une réunion à Montmorency. J'aurai affaire au directeur de cabinet de la mairie de Gonesse [aussi élu municipal à Montmorency], et j'aimerais bien pouvoir lui dire que CARMA ben oui, c'est quelque chose de concret, il va y avoir de l'emploi. Bien sûr, il y aura pas 10 000 emplois, mais quand on fait du maraîchage, on multiplie... Ici il y a un mec tout seul dans son tracteur en train de labourer. Si on fait du maraîchage, on multiplie l'emploi par 20, 30, 40, 50. Et si j'ai bien compris, le projet CARMA, il irait jusqu'à Montmorency, tu viens de le dire, et on n'était pas au courant.

Carine est aussi membre de CARMA. Titulaire d'une licence de psychologie, elle a 26 ans et habite dans le Val d'Oise. Elle est en recherche de formation et éducatrice pour des camps de vacances :

Moi je pense qu'il va falloir argumenter autour du concept de bio-région et d'ailleurs l'Atelier International du Grand Paris y a déjà réfléchi. La question, c'est comment le Triangle de Gonesse va devenir un hub nourricier pour le Grand Paris avec tout ce que ça engrange derrière. C'est vraiment pas que du maraîchage. [...] il faut un changement de paradigme.

Pierre : Le point, c'est le changement de paradigme. Si vous défendez un projet différent en mairie en termes de point de PIB, c'est faire fausse route. C'est ça ?, demande-t-il à la ronde
Oui, oui, général.

Femme d'une soixantaine d'années que je n'ai encore jamais vue : On peut s'appuyer sur des choses qui existent déjà, par exemple ce qui se passe aux États-Unis et au Québec avec Jean-Martin Fortier et qui s'appuie sur ce qui se faisait au XIX^e siècle en Île-de-France. La production était tellement abondante qu'on nourrissait l'Angleterre. Les chiffres, on les a. Sur un hectare, on nourrit

250 personnes, on donne du travail à sept personnes. Mais surtout, c'est un travail de qualité, qui prend en compte la personne et qui respecte la qualité de la terre. Ensuite, les outils sont zéro pétrole. Il peut y avoir des ateliers de fabrication et d'entretien des outils. Et comme vous l'avez dit, la transformation des aliments, la distribution en local, en fait c'est très très riche en restant sur des choses qui sont humainement valorisantes, et ça on sait faire et on a les chiffres.

Pierre : Il faut communiquer sur ces ressources-là.

Il note les références dont la femme a parlé (Fortier, 2015). Les mains se lèvent pour parler... Le projet CARMA est ainsi mis en débat au milieu des terres où il pourrait prendre forme. Des doutes sont exprimés, mais un accord se fait autour d'une vision alternative de l'aménagement et de l'alimentation. La question suivante porte sur la pollution des sols, qui, selon les promoteurs, justifierait que l'on arrête de cultiver ces terres.

Gérard, 70 ans, membre du conseil d'administration du Collectif:

La présidente du conseil départemental et Blazy [maire de Gonesse pro-urbanisation] disent : « On ne peut pas concevoir de faire pousser des fruits et légumes sous les avions parce que c'est pollué. » Qu'est-ce qu'on peut répondre à ça ?

Carine : Il y a beaucoup de choses qu'on peut répondre à ça. Déjà, l'aménageur était censé faire un test du sol depuis une éternité et le test on l'attend toujours. Tant que ce test-là ne sera pas fait, on ne pourra pas être sûr à 400 % que le sol n'est pas pollué. La deuxième chose est d'après ce que j'ai compris, que la pollution qui pose le plus de problème, c'est les bagnoles plus que les avions [Plusieurs « oui » et signes d'approbation dans l'assemblée.] [...] Tous les légumes ne vont pas assimiler pareil les pollutions... Il faut faire des études. Et puis cette question, elle n'est pas qu'ici, elle est globale et il y a plein de recherches qui sont en train d'être faites là-dessus, beaucoup sur la question des potagers en ville, un peu moins sur les champs à proximité urbaine, à la fois

sur comment déterminer la pollution et sur quelles solutions y apporter. Pour moi, c'est un argument, mais c'est une question qu'il faut se poser d'une façon bien plus globale. Pour moi, c'est pas un argument qui justifie qu'on bétonne.

Cette conversation est un exemple d'intelligence collective basée sur la logique et le débat par lequel les militants ont, je l'espère, déjà répondu à quelques-unes des questions des lecteurs. Elle est ici au service de la défense d'un projet encore flou, mais dont tout le monde perçoit bien qu'il représente un changement paradigmatique dans la façon de concevoir la ville et l'agriculture (Paddeu, 2021). Pour reprendre certains des mots prononcés, on pourrait retenir qu'il s'agit de créer un nouveau rapport aux terres agricoles, à l'alimentation et au travail : préserver les terres pour produire des aliments sains et locaux tout en créant des emplois qui ont du sens pour les agriculteurs.

Cette première discussion sur le projet alternatif permet de réfléchir plus avant à l'usage de la confiance par le Collectif. On perçoit, dans ces échanges, que le projet CARMA a un peu de mal à s'inscrire dans l'imaginaire collectif des villes alentour, y compris chez certains militants comme l'homme de Montmorency. À l'inverse, la lutte contre EuropaCity a rencontré moins de difficultés, tant le projet paraissait anachronique. Pour Pierre, une des raisons est qu'il est difficile d'intéresser les habitants des quartiers populaires alentours. Il a certainement raison, mais même les militants qui sont là aujourd'hui ont des doutes sur le projet CARMA. Ils ont donc plus de mal à servir de relais dans leurs cercles de fréquentations locales, où on leur oppose des arguments classiques comme le développement économique contre l'écologie. Pourtant, il me semble que les arguments ne font pas tout, et que par ailleurs ils existent, même s'ils demandent à être travaillés. Une autre question émerge donc : pourquoi les militants devraient-ils faire plus confiance aux propositions de CARMA qu'à celles des élus et des aménageurs ? Visiblement, les dimensions cognitives de l'enquête ne suffisent pas.

Dans la conversation, le partage de valeurs autour de la construction d'un futur désirable donne à la confiance entre les militants une dimension supplémentaire essentielle qualifiée de normative. Comme l'explique Louis Quéré dans plusieurs textes (Quéré, 2001; 2005; 2011), faire confiance consiste à attribuer à l'autre une disposition à agir en fonction d'intérêts communs. C'est donc une forme de partage de valeurs. La personne à laquelle on accorde sa confiance, si elle l'accepte, consent aussi à considérer les valeurs qui devraient dès lors sous-tendre ses actions vis-à-vis de l'intérêt de celle qui lui témoigne sa confiance. Ici, il s'agit d'adhérer à la défense d'un environnement pour une alimentation saine, contre la destruction des terres par l'aménagement. Quand les membres du CPTG s'engagent collectivement à défendre la terre de Gonesse, ils s'accordent sur les valeurs dégagées par l'enquête et se projettent dans un horizon idéal partagé, où chacun s'engage à tenir ses engagements. C'est pourquoi on dit que la confiance oblige. Cela implique une forme de confiance dans ses propres expériences, capacités et croyances, dans la possibilité de contrôler collectivement l'advenir du futur, dans le Collectif dont on se rend partie prenante et dans une politique écologique de développement rural. La confiance n'est alors pas orientée vers les institutions, elle est une confiance en Nous, une confiance dans la prévisibilité des choses et une confiance dans la possibilité de résoudre certains problèmes.

Il faut de la confiance, et un certain type de confiance, autre que celle de la famille, du clan, de la caste ou de la nation, une confiance d'ordre public, pour que les citoyens puissent «se former une expérience commune, s'indigner de concert et se mobiliser en public» (Cefaï, 2016: 34). De cette confiance dépend aussi la «capacité de sentir et de ressentir en commun (*sensus communis*) qui se réalise à travers l'action collective» (*ibid.*). Si les membres du CPTG se rassemblent, discutent, enquêtent, expérimentent, évaluent, imaginent, rêvent et se battent, s'ils actualisent un «pouvoir sentir, pouvoir juger et pouvoir agir ensemble» (*ibid.*; et Follett, 1924) et qu'ils

se rallient à des leaders qui les représentent, c'est qu'ils sont liés par de la confiance.

Mais comment convaincre les populations des alentours de rejoindre le projet alternatif? Carine a quelques idées qu'elle soumet au groupe rassemblé :

Pour les actions à venir, on pense à un ensemble de visites pour faire venir les gens sur le Triangle. [...] Un projet que j'aimerais énormément monter, j'ai trouvé un moyen de construire des serres avec des bouteilles en plastique. J'avais l'idée de s'associer avec le clean-challenge, des jeunes des banlieues qui nettoient leurs banlieues et qui se lancent des défis entre cités. L'idée est d'aller chercher ces jeunes, par exemple une semaine aux vacances d'avril, genre une ici à Gonesse, une à la Maladrerie à la Courneuve. Avec ces serres qui se montent, ça fait un partenariat, ça fait des serres jumelles et établit des liens entre le Triangle et d'autres lieux!

Quelqu'un chante, sur l'air des Demoiselles de Rochefort de Jacques Demy: « Nous sommes des serres jumelles, nées sous le signe du CARMA! »

Carine enchaîne: Exactement, tu as trouvé le jingle! L'enjeu évidemment est de dire que la banlieue, c'est aussi un territoire qui peut être agricole. L'intérêt aussi, c'est de redonner une identité à ce territoire. De mon vécu de banlieusarde, j'ai l'impression que nous les banlieusards, on passe notre temps à regarder vers Paris!

L'intervention de Carine me rappelle une conférence de la présidente de la Commission du Débat Public sur EuropaCity qui a eu lieu en 2016: « L'identité du territoire est fondamentale pour la façon dont les gens vont ou ne vont pas s'intéresser au projet. Quand l'identité est faible, il y a indifférence. Par exemple à EuropaCity, ils savaient que l'objet allait leur échapper⁵. » Mes quelques rencontres avec des habitants de Gonesse m'ont donné le sentiment que leur degré de confiance dans les politiques locales n'était pas élevé. Le taux

d'abstention aux municipales de 2020 a atteint 57 % et le maire a été réélu à vingt voix près pour son cinquième mandat. On a souvent invoqué en science politique (Putnam, 1993) le manque de « rendement institutionnel » ou de « performance gouvernementale », la faiblesse des liens de réciprocité et de confiance mutuelle entre les citoyens, la faiblesse de leurs croyances et de leurs engagements civiques et la faiblesse de leur confiance dans les lois et les institutions publiques. Mais on pourrait aussi constater que pas mal de promesses politiques ont été déçues, en particulier sur l'emploi. Dernier centre commercial ouvert en 2015 en bordure de Gonesse, Aéroville en a promis des milliers qui ne se sont pas matérialisés. Le manque de confiance des uns est en miroir du manque de fiabilité des autres.

Le problème est que, souvent en politique, la confiance est dévoyée de son sens interactionnel et normatif pour lui donner un sens substantiel qui la rapproche des conceptions cognitives de l'information par des réductions naturalistes. Mathias Girel (2018) a avancé l'idée de concepts zombies. Le signifiant est encore là, mais le sens est figé, mort. Or, l'utilisation « zombifiée » de mots revient à faire des promesses qui sont le plus souvent déçues. Ceux qui leur accordent une mesure de confiance ont toutes les chances de se sentir trahis et de tomber dans la défiance ou la résignation. En politique, les catégories zombies, que l'on pourrait aussi appeler néolibérales, au sens de la novlangue de George Orwell dans *1984*, sont dangereuses, car elles utilisent les mots du libéralisme pour signifier autre chose. Elles vident les mots de leur engagement et de leur charge normative. Ainsi les promesses d'emploi et de développement durable n'ont plus guère de crédibilité. Ces promesses convoquent une confiance zombie qui appelle à croire sans échange, comme si elle n'était qu'une chose à accepter. Selon cette interprétation, seule la personne qui fait confiance prend un risque. Il ne reste donc que la dimension calculatrice. C'est ainsi que certains formulent cette maxime de la politique telle qu'elle se fait, à savoir que les promesses n'engagent que ceux qui y croient. C'est pourtant une fausse confiance que ces promesses convoquent, car elle n'est présente que chez celui qui l'accorde et pas chez celui

qui la demande. Mais c'est une vraie confiance qu'elles trahissent chez celles et ceux qui y ont cru, ne laissant plus grand-chose auquel se raccrocher en dehors de distinctions essentialistes ou identitaires (confiance catégorielle) qui nourrissent le cynisme et la division, et favorisent des partis capitalisant sur les fractures de la société. À Gonesse, les habitants que j'ai rencontrés ont perdu confiance. Ils ne croient plus aux promesses de leur maire. Ils ne s'intéressent pas non plus au projet alternatif des militants. Ils semblent indifférents. Le projet CARMA a donc encore du travail devant lui.

Carine voit bien que ce n'est pas seulement en expliquant qu'elle va réussir à intéresser les habitants des villes alentour, c'est pourquoi elle propose d'autres moyens d'engagement comme les promenades naturalistes ou le projet des serres jumelles. Elle cherche à construire une relation faite d'expérience commune, d'interactions lors desquelles une confiance peut naître avant de pouvoir donner lieu à une mobilisation. Elle tente donc de construire quelque chose qui va au-delà de la simple connaissance, qui touche à l'expérience et au partage de valeurs. Malheureusement, le premier confinement COVID de l'hiver 2020, ainsi qu'un intérêt limité des membres dirigeants de CARMA pour l'action locale auprès des habitants, aura raison de ces projets. C'est une première limite interne à la mobilisation : la confiance ne peut s'établir entre les membres de CARMA et les militants et le public plus large par le seul pouvoir des études. Comme les promesses des candidats politiques, elles manquent de relations interpersonnelles et de discussions par lesquelles la confiance s'accorde et s'accepte. Mais plus encore, l'absence de ces relations masque des désaccords entre les militants mêmes. Pour certains, il n'est en effet pas question de projet, mais simplement de bloquer l'urbanisation, car tout projet courrait le risque de reproduire les défauts du projet urbain auquel on s'oppose, sans pour autant que l'on puisse saisir ce pour quoi on se mobilise (Cefaï, 2007).

LA CONFIANCE SÉLECTIVE DANS LES INSTITUTIONS

Pour quelques personnes comme Bernard, qui a remercié l'avocat de la lutte juste après avoir parlé du projet CARMA, la lutte s'est déplacée sur le terrain juridique. Maintenant que le projet est abandonné, les recours devraient suffire à casser des documents d'urbanisme caducs.

Au moment de l'abandon, le PLU (Plan local d'urbanisme) de la ville a été annulé par le tribunal administratif de Cergy. Pas plus tard que la semaine précédente, le tribunal administratif de Montreuil a suspendu les travaux de la ligne 17 N du Grand Paris Express, dont sa gare du Triangle au milieu des champs. Il a estimé, en s'appuyant sur le code de l'environnement, que l'étude d'impact de la ligne n'avait pas calculé le cumul de ses effets avec ceux de la zone d'aménagement concertée (ZAC) du Triangle de Gonesse. Il a aussi estimé que les mesures prévues pour compenser la destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats n'étaient pas assez précises pour assurer au public qu'il n'y aurait pas de pertes nettes.

Avec ce recours, et les autres, le CPTG s'appuie sur le droit pour retarder les projets et faire reconnaître sa cause. Ce régime d'action montre une relative confiance dans la justice administrative, grâce aux codes de l'urbanisme et de l'environnement, et dans les juridictions de première instance pour les appliquer.

Cela signifie-t-il que le Collectif a confiance dans les institutions de la république ? De fait, les militants n'ont pas confiance au même degré dans tous les échelons des pouvoirs publics et des services administratifs. Ils ne croient pas, par exemple, aux promesses du maire, qu'ils ont suffisamment fréquenté pour penser que sa parole ne vaut rien. Mais ils n'ont pas pour autant abandonné l'action politique. Dans ce cas, la trahison de la confiance dans les élus et les services publics mène à une sélection fine entre des institutions dignes de confiance

et d'autres non. Cette réaction préserve la possibilité d'une confiance restreinte, mais sur laquelle on peut encore compter pour réduire les coûts de transactions et, par-là, s'engager en public et en politique. C'est ce que le CPTG essaie de faire en essayant non seulement de se montrer digne de confiance, à la différence de la mairie de Gonesse qui fait des promesses sans teneur normative, mais aussi de faire le tri entre les engagements qui le méritent et ceux qui ne le méritent pas. S'ils ont participé au débat public en témoignant un minimum de confiance à la commission particulière qui l'a organisé, ils ont refusé de participer à la concertation organisée à sa suite par les promoteurs d'EuropaCity, et ce, malgré la présence de garants nommés par la commission. Par contre, ils se sont beaucoup investis dans des recours en justice.

Tout d'abord, le Collectif a une grande confiance dans son groupe juridique et dans son avocat qualifié par Bernard Loup de « militant, » souvent présent lors des événements. Les discussions du groupe, rapportées ensuite dans les réunions du conseil d'administration et de la convergence, comme aujourd'hui la présentation du projet CARMA, assurent aux militants que ce moyen d'action est compatible avec les autres actions et ne dépossède pas la lutte de sa cause ou de ses moyens financiers. Elle les rassure ainsi sur le fait que le droit n'est pas uniquement écrit pour les dominants et que l'on peut, à force de travail et d'insistance, le faire jouer en faveur de la cause. Ce mécanisme participatif mis en place par le Collectif permet de parer aux critiques habituellement adressées au « *cause lawyering* » (Israël, 2009) et renforce la confiance envers le groupe juridique de la part des militants, ce qui n'est pas le cas du groupe porteur du projet CARMA. Cette confiance les oblige et le groupe déploie de gros efforts pour essayer d'être à la hauteur des attentes sans pour autant promettre de succès.

Reste la confiance dans la justice. Quand la confiance est accordée à une institution de service, comme la RATP et le métro (Tonnelat, 2012), elle lui prête moins des valeurs que des façons de faire relativement prévisibles. Celles-ci ne demandent pas que l'institution

en question croie en certains principes, mais plutôt qu'elle les ait incorporés dans des dispositifs organisationnels qui garantissent leur respect. On parle alors parfois de fiabilité (*trustworthiness*) (Hardin, 2002) plutôt que de confiance. Mais cela fonctionne moins bien avec les institutions politiques ou juridiques, pourtant supposées travailler pour l'intérêt général et la justice. Louis Quéré, à propos des thèses de Claus Offe (1999), discute justement les « idéaux normatifs » affichés dans les missions officielles des institutions et qui sont censées guider leur travail. Il est vrai que certains membres du Collectif ont tendance à penser que certains élus ou hauts fonctionnaires sont susceptibles d'avoir suffisamment de sens du service public pour être sensibles à leurs appels. Mais cela est loin d'être suffisant. Comment s'assurer que le travail des institutions sera fidèle aux idéaux normatifs dont elles se réclament ? D'où, pour expliciter la confiance, une troisième dimension chez Louis Quéré (1982), qu'il matérialise par le « tiers symbolisant ». Elle fonctionne aux deux niveaux, interpersonnel et institutionnel, mais de façon différente. Au niveau personnel, le tiers est représenté par les réputations qui se font et se défont sur fond de culture publique. Au niveau institutionnel, et surtout en ce qui concerne les instances de gouvernance politique, ce tiers est surtout matérialisé par les médias. Ils fonctionnent comme un milieu d'organisation de l'expérience publique, un lieu d'expression et de représentation d'une opinion publique – et tout en ayant une forme d'autonomie par rapport à l'État, ils transcendent la scène des actions ordinaires. C'est là que se fait sentir l'aiguillon moral et civique de l'opinion publique. C'est pourquoi il est étonnant que, dans son discours de remerciements, Bernard n'ait pas mentionné le groupe communication du Collectif. À sa décharge, il faut dire que plusieurs membres de ce groupe sont présents ce jour-là. Il est d'ailleurs important, composé de trois sous-groupes. L'un est chargé de la lettre d'information et du site web, un second prépare les communiqués de presse et entretient les relations avec les journalistes, le troisième s'occupe des réseaux sociaux (Facebook et Twitter, essentiellement). Chaque sous-groupe est relativement autonome et bénéficie d'une grande liberté d'action. Si les communiqués de presse sont approuvés par

le conseil d'administration, les post Facebook et Twitter, ou les discussions avec les journalistes par des membres, ne sont pas encadrés, même si des publications sur les réseaux sont parfois critiquées. Les efforts de ces personnes ont beaucoup contribué à l'abandon du projet EuropaCity par le gouvernement. En effet, les médias ont largement suivi et relayés les revendications du Collectif au point que le projet est devenu indéfendable. Le gouvernement ne pouvait plus le soutenir au risque de révéler au grand jour les contradictions de son action avec les affichages normatifs en faveur de la transition écologique et ses intérêts partisans (Corler, 2020). Malgré une perte de confiance générale dans les médias eux-mêmes, que déplore Quéré, ceux-ci jouent donc le rôle de « dispositif de confiance ». La confiance est donc un moyen de pression fort sur les autorités décisionnelles, au sens où, par l'entremise des médias, elle les enjoint publiquement à prendre des décisions alignées avec les missions affichées des institutions. Elle est aussi susceptible d'exposer leurs déviations par rapport à ces normes. Par ailleurs, certaines institutions sont plus perméables que d'autres à l'actualité. C'est le cas des tribunaux administratifs relativement ouverts et apparemment sensibles aux revendications citoyennes, qui trouvent une résonance dans les dispositions des codes de l'environnement et de l'urbanisme.

Mais les recours ne font pas tout. De fait, suite à des appels portés par la mairie de Gonesse, le ministère et les aménageurs, les Cours Administrative d'Appel de Versailles et de Paris se montreront beaucoup moins ouvertes aux arguments du CPTG que les tribunaux de première instance, qu'elles contrediront systématiquement dans des arrêts laconiques. La Cour Administrative d'Appel (CAA) de Versailles cassera ainsi deux jugements du Tribunal Administratif de Cergy qui avait annulé l'arrêté de création de la ZAC (Zone d'Aménagement Concertée) du Triangle de Gonesse et la révision du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de Gonesse classant les terres agricoles en zone à urbaniser. La CAA de Paris cassera ensuite la décision du TA de Montreuil de suspendre les travaux de la ligne 17 N pour insuffisances des mesures de protection environnementales.

En suivant Quéré (2007), on pourrait dire que les cours de première instance offrent de meilleurs « dispositifs de confiance », en étant plus ouvertes sur leur fonctionnement, en ayant des audiences plus longues et en justifiant plus leurs arrêts que les cours d'appel dont les mécanismes de décision apparaissent plus opaques. L'incertitude quant aux décisions et l'opacité introduisent des doutes quant à « la conformité de l'institution à l'idée normative qui la constitue – ici la justice et l'équité – et le bon usage de la délégation [de pouvoir] » (Quéré, 2007 : 151). L'opacité ajoute une suspicion de « manipulation stratégique dans l'exercice du pouvoir » (*ibid.*) dont il est difficile de se défaire. Suite aux jugements de la cour d'appel, plusieurs militants me confieront leur sentiment d'un manque flagrant d'indépendance de la justice par rapport au pouvoir politique. La confiance dans la justice diminue donc avec les niveaux institutionnels, un phénomène qu'Anthony Giddens (1994) avait noté en écrivant que, lorsque les « guichets » où se manifeste cette confiance se font plus rares, le doute s'installe. Toujours est-il que le Collectif est certain d'être dans son bon droit, et tente avec les recours, non seulement de ralentir le projet d'urbanisation des terres agricoles, mais aussi de faire reconnaître une justice plus à l'écoute des citoyens, à laquelle on puisse faire plus confiance. C'est que la confiance n'est pas seulement un moyen, mais aussi une valeur à teneur politique.

Il faut ainsi comprendre que le droit est un terrain institutionnel contesté qui reste intéressant à mobiliser pour gagner du temps, mais qui ne suffit pas à bloquer un projet. Le Collectif ne s'en remet donc pas aux décisions de justice comme des vérités ultimes. Il a une relation plus instrumentale du droit comme un moyen parmi d'autres. Plus que les décisions de justice, c'est l'enquête qu'il mène qui le persuade de la justesse de sa cause, d'autant plus qu'elle est alignée avec sa représentation des idéaux normatifs des institutions publiques.

CONTRE EUROPACITY ET SON MONDE

La confiance n'est ni naïve, ni aveugle, comme le montre la suite des événements de la journée. Après les remerciements et les discussions, la petite troupe se déplace vers une fosse creusée le matin même pour y enterrer EuropaCity (Photo 1). Un rituel funéraire est ainsi mimé, qui rend sensible (Tonnelat, 2012) la mort du projet. Chacun y lance une pelletée de terre sur le fond de gravillon blanc, puis une épitaphe y est plantée : « Ci-gît Europacity. » La cérémonie est sobre, mais le coup est marqué : EuropaCity, c'est fini ! Le rituel sert à nous convaincre nous-mêmes de cette victoire en laquelle nous avons encore du mal à croire et à tourner la page. Tout le monde sait que la lutte n'est pas terminée. Le gouvernement a annoncé vouloir construire la gare du Triangle en plein champ, malgré l'abandon du projet qu'elle devait desservir. C'est pourquoi, après l'enterrement, nous plantons des bâtons décorés par les personnes présentes afin de marquer notre détermination à continuer la mobilisation. Ce geste est une référence à un épisode de la lutte de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Peu de temps avant l'abandon du projet d'aéroport en 2018, des centaines de personnes étaient venues planter des bâtons dans un terrain au milieu de la ZAD en jurant qu'ils et elles viendraient les déterrer si jamais les travaux venaient à reprendre.

Thibaud reprend alors la parole : On parlait des ZADs. Vous savez pour ceux qui me connaissent un peu que ça me tient énormément à cœur, je l'ai souvent dit. Il y a des gens qui ont perdu des membres, il y a des gens qui sont décédés pour défendre des zones à défendre et du coup on sait que grâce à tout ce travail qui a été fait, ça nous a énormément aidés. Et puis aussi parce qu'ils ont peur d'une zone occupée en permanence et on est toujours prêts pour le faire. Même si c'est dans un an, il y a aucun souci par rapport à ça, si la décision de faire cette gare et l'urbanisation autour est malheureusement prise.



Photo 1: la tombe d'EuropaCity (© Tonnelat 2019).

Cette dernière phrase sonne comme un ultimatum lancé au gouvernement. C'est aussi la déclaration d'un engagement renouvelé : il ne s'agit plus de lutter contre EuropaCity, mais contre « EuropaCity et son monde ». Par ce slogan, quelques militants plutôt issus de la tendance autonome annoncent encore une autre valeur autour de laquelle se mobiliser : celle de bloquer la machine de l'aménagement urbain débridé en Île-de-France, ici l'artificialisation des terres par une ligne de métro inutile. Ce n'est d'ailleurs pas une parole en l'air, car elle sera mise à exécution un an plus tard, lorsque, excédés par la politique du fait accompli de travaux dont ils sont les témoins et les victimes, les militants décideront d'ouvrir la première ZAD d'Île-de-France (Tonnelat, 2021). Comme quoi la confiance dans les institutions n'est pas tenue pour acquise. Elle est plutôt un but à atteindre, si besoin en leur résistant.

LA LUTTE POUR LE VIVANT : UNE NOUVELLE VALEUR ?

Le recours au droit a, par ailleurs, des effets sur la mobilisation. On parle souvent, en sociologie, du droit comme d'un opérateur de constitution du collectif (Chappe & Keyhani, 2018). Ici, ce n'est pas vraiment le cas, car la mobilisation s'est constituée avant les recours pour défendre un environnement et pas une classe de victimes. Par contre, le procès sur les espèces protégées a révélé au groupe une face jusqu'ici relativement peu connue des valeurs de la lutte : la défense de la vie animale et végétale.

Ce jour-là, sur le triangle, Aline, la cinquantaine, a apporté la déesse de la fertilité. C'est une artiste arrivée dans la mobilisation par le biais du jeune mouvement Extinction Rébellion (XR), qu'elle a quitté pour cette lutte plus concrète et surtout plus accueillante. Elle me dira une autre fois ce qui l'a retenue dans cette mobilisation, où l'on retrouve la confiance déjà discutée :

J'ai trouvé que c'était très divers et que chacun avait sa place. On peut proposer des choses et les faire avec celles et ceux qui veulent y participer. Et puis c'est une organisation à taille humaine. Aussi, c'est une lutte ancrée dans un territoire. On sait pourquoi on se mobilise. Mais ce qui m'a le plus plu, c'est la diversité : des jeunes, des vieux, une diversité de classe aussi. Quand j'étais à XR, c'était vraiment des CSP+. Et puis, les discussions n'étaient pas les mêmes. Par exemple, ils défendent la non-violence d'une façon qui me paraît en fait assez violente ! C'est une façon d'imposer les choses sans discuter, ce qui a tendance à écarter des gens. Après, j'ai des amis à XR, et je rejoins toujours des actions, mais je ne fais plus partie d'un groupe.



Photo 2: la déesse des terres du Triangle lors de la marche de Gonesse à Matignon, le 4 octobre 2020 (© Tonnelat).

La déesse est une grande effigie de trois mètres de haut, qu'elle et quelques autres ont construite pour la marche de Gonesse à Matignon, qui nous a pris deux jours en octobre, juste avant l'annulation d'EuropaCity (Photo 2). Avec ses trois paires de mamelles, elle représente la fertilité des terres agricoles nourricières. Aline considère qu'elle a bien rendu service et que, maintenant que le projet EuropaCity est abandonné, elle peut retourner à la terre. Elle propose donc de la brûler comme un geste symbolique. Celui-ci n'est pas compris par tout le monde. Renaud, un médecin du travail à la retraite, trouve que ce n'est pas un bon symbole. Mais Aline surenchérit :

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que la fertilité repose sur des cycles de mort et de renaissance, et que la vie et la mort sont intimement liées et que donc, à mon avis, il n'y a absolument pas de contradiction. Par ailleurs, c'est une œuvre qui est fragile et qui risque de périr tristement.

La déesse est ainsi brûlée ce jour, sous les applaudissements. Mais elle reviendra sous une autre forme plus sauvage, celle des génies du Triangle.



Photo 3: un génie du Triangle, lors de la fête des 24 heures de Gonesse, 19 septembre 2020 (© Tonnelat).

Un an plus tard dans le même terrain, Aline et son groupe de travail ont apporté des dizaines de génies pour la 4^e fête des Terres du

Triangle. Il me fait penser à un feu follet échappé de la terre (Photo 3). Je comprends que c'est un esprit du Triangle sorti pour protéger les terres. Elle m'explique :

La déesse s'est transformée en génie. J'ai trouvé ça intéressant que des gens ne veuillent pas détruire la déesse. Il faut avoir l'habileté de les prendre comme des représentants. C'est des symboles et pas des icônes. La démarche est de représenter quelque chose pour pouvoir le remettre en jeu, en discussion, et éventuellement s'en libérer. La libération, ce n'est pas de la brûler ou pas, mais d'en discuter. C'est intéressant pour des gens qui se revendiquent rationnels. Il y a des grandes luttes symboliques. Il y a la tentation de substituer une mythologie à une autre, la dette par exemple, pour faire appel aux affects et à une certaine forme de mythologisme que je trouve ambiguë. Car substituer une mythologie à une autre, ça pose problème. Je lutte pour une méta-mythologie. Le problème, c'est l'hégémonie. Ça veut dire qu'il n'y a plus de réflexion critique possible. Proposer une contre mythologie, c'est très bien, mais pas hégémonique, sinon on est dans des rapports à la croyance et à la foi.

Ce petit intermède montre combien Aline conçoit son art comme une activité rationnelle qui ne dépare pas avec les enquêtes du Collectif et contribue à son intelligence collective. Le plaisir partagé que nous avons eu à fabriquer, transporter et même brûler la déesse, nous indique que nous sommes d'accord sur un quelque chose encore à déterminer (Dewey, 1934/2010). Il y aurait comme une vie là-dedans et elle serait même capable de se manifester à travers ces apparitions. Reste au Collectif de déterminer cette vie et ce qu'elle nous signifie. La déesse nous invite ainsi à considérer « ce à quoi nous tenons » (Hache, 2019) de façon plus large que les simples terres agricoles et leur valeur agronomique.

Le jour où nous brûlons la déesse, Étienne, le naturaliste est là. Il attire notre attention sur des vols de vanneaux huppés au-dessus des

champs alors quasiment nus où passe le tracteur. Ils ont le dos noir et le ventre blanc. Les nuées d'oiseaux passent et repassent au-dessus des cultures en traçant des courbes d'un trait d'épaisseur variable. Suivant qu'ils nous tournent le dos ou nous font face, la nuée clignote du blanc au noir. Le spectacle nous fascine. Est-ce pour cela que nous nous mobilisons aussi ? Les inventaires faunistiques et floraux établis par Étienne pour le Collectif ont contribué à peupler le triangle de nouvelles espèces inconnues des militants. Il y a quelques jours, avec le jugement du Tribunal Administratif de Montreuil, c'est l'œdicnème criard, un oiseau qui niche dans les terrains pierreux, qui nous est soudainement apparu, non pas seulement comme un être à défendre, mais comme nouvel allié. C'est en son nom, et en celui de la linotte mélodieuse, que les juges ont décidé la suspension des travaux de la ligne 17 N du Grand Paris Express et de sa gare en plein champ du Triangle de Gonesse, juste en dessous du vol de vanneaux.

Le recours en justice contribue ainsi, comme l'inventaire du naturaliste et l'art du groupe d'Aline, à introduire de nouveaux motifs de discussion et de mobilisation. Mais comme le disent Étienne, l'avocat, Étienne, le naturaliste, ou Aline, l'artiste, il ne s'agit pas de changer entièrement de valeur, mais de complexifier notre perspective afin d'avancer ensemble sur ce qui nous tient à cœur. Les paroles d'Aline sur l'hégémonie de la mythologie pointent dans la même direction que celles du naturaliste. Nous cherchons à nous lier à ce territoire et à une forme de vie plutôt qu'à une économie qui tend à nous aliéner. Cela passe par une forme de confiance étendue au vivant, non seulement comme nature à défendre, mais aussi comme entité qui se défend (Morizot, 2020). L'action artistique essaie ici de mobiliser de nouveaux alliés improbables auxquels accorder un pouvoir de cohésion de la mobilisation, d'autant plus nécessaire que l'épouvantail rassembleur d'EuropaCity a disparu. Dans un sens, cette attitude est plus de l'ordre de l'acte de foi que de la confiance (Quéré, 2017). Mais elle y ressemble dans la mesure où elle place des attentes normatives sur les militants en les exhortant à se mobiliser pour une nouvelle

cause (Blanc & Lolive, 2009) : un environnement doté de sa propre agentivité (Manceron, 2016).

Ainsi, la formation des valeurs ne naît pas que de la mise à l'épreuve d'arguments ou d'hypothèses, elle se fait aussi à travers l'activité artistique et manuelle (Dewey, 1934/2010). L'expérience esthétique a une puissance de perturbation et de décentrement de nos points de vue, et, de surcroît, selon Dewey, peut ouvrir à de nouveaux horizons de bien. Mathias Girel a bien analysé la relation entre art et politique chez Dewey. Il écrit :

S'il y a une fonction morale de l'art, ce n'est pas parce que l'art illustrerait une morale déjà existante, ce qui en ferait un instrument au service d'une fin déjà fixée, on l'a vu. C'est parce qu'il actualise la puissance de l'imagination, et que cette imagination-là, qui n'est pas une faculté psychologique mais une virtualité dans l'expérience, est la seule dimension par laquelle du « mieux » est possible : « L'imagination est le principal instrument du bien. » (Girel, 2013 : 35)

De fait, la déesse et les génies sont une façon, pour Aline, d'élargir le débat sur ce pour quoi on se mobilise. Est-ce seulement pour protéger les terres agricoles de l'urbanisation et faire du maraîchage ou est-ce pour plus que cela ? Ne serait-ce pas pour une forme de respect du vivant dans un sens politique, c'est-à-dire une coopération respectueuse avec les êtres de notre environnement, y compris nous-mêmes ?

UN LIBÉRALISME RADICAL : RESPECTER LE VIVANT ET LA DÉMOCRATIE

La cérémonie d'enterrement d'EuropaCity et les prises de parole qui l'accompagnent témoignent d'un moment réflexif dans la lutte pour les terres du Triangle de Gonesse. Au lieu de crier victoire, les participants cherchent de nouveaux motifs de mobilisation pour

continuer leur lutte. Mais la lutte pour quoi ou contre quoi ? Devant l'effacement du motif représenté par la fuite en avant consumériste du projet de centre commercial et de loisirs, les militants présents évaluent leurs forces et considèrent les valeurs susceptibles de les rassembler. Ils reconnaissent l'importance de la confiance comme ciment et moteur de leurs modes d'action et ils explorent les pistes à suivre mêlant projet alternatif, recours juridique, appel aux forces de la nature et action directe. Cette posture, nous la qualifions de « libéralisme radical », suivant en cela l'interprétation que Joëlle Zask et Jean-Pierre Cometti (2018) ont donnée de leur collection des écrits politiques de John Dewey, et la lecture que Stéphane Madelrieux (2016) avait lui-même proposée du dernier essai de Cometti (2016) sur la démocratie radicale. Le dernier paragraphe de l'article de Dewey, « Autorité et résistance au changement social », déjà mentionné résume assez bien ce positionnement politique.

Piqués au vif par l'échec des autres méthodes et par la désespérante situation actuelle, d'aucuns seront poussés à faire de leur mieux pour rendre effective l'extension de la méthode de l'intelligence. Ils savent que préjuger par avance que le succès est impossible ne constitue qu'un moyen de condamner l'humanité à cette oscillation futile et destructrice entre le pouvoir autoritaire et la liberté individuelle non régulée – oscillation à laquelle on peut à juste titre attribuer la plupart des peines et des revers du passé. Conscients des lents processus de l'histoire et de l'amplitude des temps qui s'ouvrent devant l'humanité, ils ne s'attendent pas à une victoire rapide dans l'exécution de la tâche la plus difficile que les êtres humains aient jamais tenté d'accomplir. Cependant, dans ces mises à l'épreuve et aussi léger en soit l'effet immédiat, ils sont galvanisés par l'assurance d'être eux-mêmes l'illustration exemplaire de l'un des premiers principes de la méthode de l'intelligence scientifique : projeter expérimentalement une grande idée englobante au sein des événements, au moyen de méthodes qui corrigent et font mûrir la méthode et l'idée dans le processus même de leurs mises à l'épreuve. Pour

eux, le fait que la situation semble désespérée est une incitation à redoubler d'efforts et à se montrer courageux.

L'enterrement d'Europacity nous permet de saisir cette « grande idée englobante », que l'on pourrait plutôt appeler les « idéaux » de la lutte. Le principal idéal est celui de concilier un engagement écologiste avec une démocratie fondée sur les publics et basée sur la confiance. Cet engagement écologique se réalise dans l'action de bloquer la fuite en avant d'un développement urbain destructeur par tous les moyens possibles et de protéger les terres agricoles où développer une agriculture respectueuse du vivant. À l'aune de ces idéaux, la méthode et les buts sont les mêmes : se reposer sur l'intelligence collective. Elle est fondée sur une foi dans l'enquête et l'expérimentation, qui met en œuvre la plus grande publicité possible. Elle n'a pas peur des innovations qu'engendre l'imagination collective et requiert en même temps une confiance entretenue par l'expérience collective. Elle engage une confiance en soi et en nous, mais nourrie par les enquêtes des militants. Elle renforce leur détermination à se mobiliser. Elle engage aussi une confiance interpersonnelle, qui se développe entre les militants et entre les militants et leurs auditoires, par l'intermédiaire des médias. Elle s'appuie sur un fond de culture commune d'hospitalité. Elle est à la fois un moyen de recruter et de fidéliser et une fin, comme modèle de relations respectueuses des humains entre eux et des humains et de leur environnement. Elle demande bienveillance et humilité, deux qualités souvent opposées à celle des meneurs politiques. Sans le formaliser, le Collectif pratique ainsi une « politisation du moindre geste » (Pruvost, 2015), dans le sens où son action préfigure un monde idéal vers lequel il tend. Enfin, la confiance se déploie vers les institutions dites positives (Quéré, 2017). Là aussi, elle est autant un moyen qu'une fin en soi dans la mesure où les actions ont pour but de rendre plus vertueuses les institutions qui le méritent, en exposant au public les décalages entre leurs actions effectives et l'idéal normatif censé les guider. Elles maintiennent un lien entre éthique collective et institutions politiques. Si les institutions réussissent à protéger les terres agricoles

au lieu de les urbaniser, alors le Collectif aura non seulement gagné la lutte, mais il aura aussi rendu ces administrations plus dignes de confiance. Il aura fait advenir une dimension de cette « communauté morale idéale » dont Gregory Pappas (2008/2020) nous dit qu'elle est au cœur de l'expérience démocratique.

Le libéralisme radical serait ainsi une confiance dans l'intelligence collective issue des individualités des participants. Il est radical non seulement parce qu'il s'autorise à donner une place aux individualités dans la politique, à l'inverse de pensées qui ne voient le salut que dans la communauté ou la masse, mais aussi parce qu'il ne réduit pas le libéralisme au respect de droits individuels séparés de leur contexte social, politique et environnemental, en bref, historique. Cela lui permet d'élaborer une critique sévère du capitalisme contemporain, ici dans ses manifestations urbanistiques, sans pour autant abandonner les prétentions aux libertés individuelles et collectives revendiquées au nom du bien commun et de l'intérêt général. Le libéralisme radical du Collectif ne cherche pas (encore) à remplacer notre système institutionnel et social par un autre. Il essaie plutôt de le forcer à prendre en compte les aspirations collectives issues de l'engagement de ses participants, afin de changer de paradigme de l'aménagement du territoire et de nos relations au vivant.

BIBLIOGRAPHIE

- AGRIKOLIANSKY Éric (2001), « Carrières militantes, et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1), p.27-46.
- ALLAVENA Julien (2020), *L'Hypothèse autonome*, Paris, Éditions Amsterdam.
- BLANC Nathalie & Jacques LOLIVE (2009), « Vers une esthétique environnementale : le tournant pragmatiste », *Natures Sciences Sociétés*, 17 (3), p.285-292.
- BROQUA Christophe (2009), « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, 75 (2), p.109-124.
- BULLE Sylvaine (2020), *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure à Notre-Dame-des-Landes*, Grenoble, UGA-Éditions (« Écotopiques »).
- CARÙ Antonella & Bernard COVA (2015), « Expériences de consommation et marketing expérientiel », *Revue française de gestion*, 41 (253), p.353-367.
- CEFAÏ Daniel (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30 (« Arènes du débat public »), p.25-64.
- CEFAÏ Daniel & Cédric TERZI (2012), « Présentation », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p.9-47. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19537>).
- CHAPPE Vincent-Arnaud & Narguesse KEYHANI (2018), « La fabrique d'un collectif judiciaire. La mobilisation des cheminots marocains contre les discriminations à la SNCF », *Revue française de science politique*, 68 (1), p.7-29.
- COMETTI Jean-Pierre (2016), *La Démocratie radicale*, Paris, Gallimard.
- CORLER Théa (2020), « Écologie et néolibéralisme vert : une approche sémantique du conflit autour d'Europacity (2011-2019) », Mémoire de M2, Paris, EHESS.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, trad. Joëlle Zask, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/2010), *L'Art comme expérience*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1967), *Logique Théorie de l'enquête*, trad. Gérard Deledalle, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1936/2019), « Autorité et résistance au changement social », in *Écrits sur les religions et le naturalisme*, trad. Joan Stavo-Debaugé, Genève, ies Éditions.
- DEWEY John (1939/2011), *La Formation des valeurs*, trad. Alexandra Bidet, Louis Quéré & Gêrôme Truc, Paris, La Découverte-Les Empêcheurs de penser en rond.

- EMERSON Robert M., FRETZ Rachel I. & Linda L. SHAW (1995/2010), « Prendre des notes de terrain. Rendre compte des significations de membres », in Daniel Cefaï, Paul Costey, Edouard Gardella, Carole Gayet-Viaud, Philippe Gonzalez, Erwan Le Méner, & Cédric Terzi (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p.129-168 (traduction et présentation par Philippe Gonzalez).
- FOLLETT Mary P. (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green and Co.
- FORTIER Jean-Martin (2015), *Le Jardinier-maraîcher*, Montréal, Écosociété.
- GEERTZ Clifford (2003), « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », in Daniel Cefaï (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, p. 73-105.
- GIDDENS Anthony (1994), *Les Conséquences de la modernité*, trad. Olivier Meyer, Paris, L'Harmattan.
- GIREL Mathias (2013), « John Dewey, l'existence incertaine des publics et l'art comme critique de la vie », in Bruno Ambroise & Christiane Chauviré (dir.), *Le Mental et le social*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 23), p.331-347. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12081>).
- GIREL Mathias (2018), « The Long Echo of "Sound Science" », in Marie Gaille (dir.), *Pathologie environnementales. Identifier, comprendre, agir*, Paris, CNRS éditions, p.185-224.
- GOFFMAN Erving (1964), « The Neglected Situation », *American Anthropologist*, 66 (6/2), p.133-136.
- HACHE Émilie (2019), *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Paris, La Découverte.
- HARDIN Russell (2002), *Trust and Trustworthiness*, New York, Russell Sage Foundation.
- ISRAËL Liora (2009), « Cause Lawyering », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu & Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 94-100.
- LE ROY Alice (2019), « Terres fertiles contre projet stérile : la lutte contre EuropaCity », *Métropolitiques*, 3 octobre. En ligne : (<https://metropolitiques.eu/Terres-fertiles-contre-projet-sterile-la-lutte-contre-EuropaCity.html>).
- LICHTENSTEIN Peter M. (1985), « Radical Liberalism and Radical Education », *American Journal of Economics and Sociology*, 44, p. 39-53.
- LORTHIOIS Jacqueline (2021), « Les zadistes de Gonesse ont-ils raison de s'opposer à une gare en plein champ ? », *L'Obs*, 11 février.
- LUHMANN Niklas (2006), *La Confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, trad. Stéphane Bouchard, Paris, Economica.
- MADELRIEUX Stéphane (2016), « Pour un alter-libéralisme », *La Vie des idées*, juillet. En ligne : (<https://laviedesidees.fr/Pour-un-alter-liberalisme.html>).
- MANCERON Vanessa (2016), « Exil ou agentivité ? Ce que l'anthropologie fabrique avec les animaux », *L'Année sociologique*, 66 (2), p.279-298.

- MILLS C. Wright (1940), « Situated Actions and Vocabularies of Motive », *American Sociological Review*, 5 (6), p. 904-913.
- MORIZOT Baptiste (2020), *Raviver les braises du vivant*, Arles, Actes Sud (« Domaine du possible »).
- OFFE Claus (1999), « How Can We Trust our Fellow Citizens », in Mark E. Warren (dir.), *Democracy and Trust*, New York, Cambridge University Press, p. 42-88.
- PADDEU Flaminia (2021), *Sous les pavés, la terre. Agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*, Paris, Seuil-Anthropocène.
- PAPPAS Gregory F. (2008/2020), « La démocratie comme communauté morale idéale », traduit et présenté par Alexandra Bidet et Carole Gayet-Viaud, *Pragmata*, 3, p. 16-86. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-2-pappas.pdf>).
- PRUVOST Geneviève (2015), « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 57 (1), p. 81-103.
- PRUVOST Geneviève (2019), « Quotidien politique. Des boulanger-e-s-paysan-n-es vivant en yourte au 21^e siècle », Habilitation à diriger des recherches, Institut d'Études Politiques de Paris.
- PUTNAM Robert D. (1993), *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press.
- QUÉRÉ Louis (1982), *Des Miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier-Montaigne.
- QUÉRÉ Louis (2001), « La structure cognitive et normative de la confiance », *Réseaux*, 108 (4), p. 125-152.
- QUÉRÉ Louis (2005), « Les “dispositifs de confiance” dans l'espace public », *Réseaux*, 132 (4), p. 185-217.
- QUÉRÉ Louis (2007), « Principe de publicité et confiance dans les institutions », in Daniel Cefaï & Carole Saturno (dir.), *Itinéraires d'un pragmatiste. Hommages à Isaac Joseph*, Paris, Economica, p. 135-152.
- QUÉRÉ Louis (2011), « Confiance et reconnaissance », *Social Science Information*, 50 (3-4), p. 375-390.
- QUÉRÉ Louis (2017), « La confiance sans le savoir. De Simmel à Dewey et Wittgenstein », in Denis Thouard & Bénédicte Zimmermann (dir.), *Simmel, le parti-pris du tiers*, Paris, CNRS éditions, p. 249-265.
- QUIRÓS Julieta (2016), *La Politique vécue. Péronisme et mouvements sociaux dans l'Argentine contemporaine*, Paris, L'Harmattan.
- SERVIGNE Pablo & Gauthier CHAPPELLE (2019), *L'Entraide : L'autre loi de la jungle*, Paris, Les liens qui libèrent.
- SIMMEL Georg (1908/1999), *Sociologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- TERZI Cédric & Stéphane TONNELAT (2016), « The Publicization of Public Space », *Environment and Planning A*, 49 (3), p. 519-536.
- TILLY Charles (1984), « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4, p. 89-108.

- TONNELAT Stéphane (2012), « Confiance et émotions dans le métro de New York », in Catherine Espinasse & Eloi Le Mouél (dir.), *Lieux et liens, 1. Des lieux qui créent des liens*, Paris, L'Harmattan.
- TONNELAT Stéphane (2012b), « La dimension sensible des problèmes publics. La plate-forme d'observation du bayou et la viabilité d'un quartier de la Nouvelle-Orléans », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS, (« Raisons Pratiques », 22), p.163-190. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19587>).
- TONNELAT Stéphane (2021), « Comment le Triangle de Gonesse devint une ZAD », *Métropolitiques*, 25 février. En ligne : (<https://metropolitiques.eu/Comment-le-Triangle-de-Gonesse-devint-une-ZAD.html>).
- TONNELAT Stéphane (2022), « Un contentieux microclimatique : ethnographie d'un référé sur l'occupation de terres agricoles en voie d'urbanisation », *Droit et société*, 110 (à paraître).
- TOV William & Ed DIENER (2009), « The Well-Being of Nations : Linking Together Trust, Cooperation, and Democracy », in Ed Diener (dir.), *The Science of Well-Being : The Collected Works of Ed Diener, Social Indicators Research Series*, Dordrecht, Springer Netherlands, p.155-173.
- VÉNIAT Céline (2019), « Se mobiliser contre l'expulsion d'un bidonville en région parisienne. Émotions, négociations informelles et processus de publicisation », *Sociologie et sociétés*, 51 (1-2) (« Problèmes, expériences, publics : enquêtes pragmatistes »), p.93-122.
- WARREN Mark E. (dir.) (1999), *Democracy and Trust*, New York, Cambridge University Press.
- ZASK Joëlle & Jean-Pierre COMETTI (2018), « Présentation de l'édition française », in *John Dewey, Écrits politiques*, Paris, Gallimard, p. 3-84.

NOTES

1 Je remercie Daniel Cefaï, Louis Quéré et Cedric Terzi pour leur lecture critique du manuscrit et leurs conseils avisés. Cet article a été présenté au séminaire « Pragmatisme et conflictualité » de Francis Chateauraynaud et Jean-Michel Fourniau à l'EHESS, que je remercie également. Je remercie Joan Stavo-Debaugé pour m'avoir suggéré le texte de Dewey cité en conclusion. Enfin, merci aux personnes rencontrées sur le terrain, citées et non citées, pour leur confiance et leurs retours sur cet article.

2 La notion de libéralisme radical convoquée ici s'inscrit dans l'héritage de pensées de la démocratie ancrées dans la défense des libertés publiques et privées. Elle est distincte du libéralisme économique qui défend la liberté des forces du marché indépendantes des individus et de leurs mobilisations collectives. Voir, par exemple, Lichtenstein (1985).

3 D'ailleurs, aujourd'hui, Thibaud pratique une forme de promotion de la confiance, son discours ayant aussi une dimension performative.

4 Si c'est un principe des mouvements d'occupation des places, notamment Nuit Debout, Thibaud ne fait pas que le réciter, son intervention constate que la même règle s'applique au sein du Collectif et la renforce.

5 Intervention du 25 janvier 2018 lors du séminaire de Marie-Vic Ozouf Marignier à l'EHESS.